

# Les IDÉES fausses de L'OCCIDENT sur le MOYEN ORIENT

## Moshe Yaalon

Directeur de recherches à l'Institut

Adelson pour les études

stratégiques du Centre Shalem

(Jérusalem). 17<sup>e</sup> chef d'Etat major

de Tsahal (2002 à 2005), victorieux

de la deuxième Intifada, il a été

directeur de recherches à l'Institut

pour la politique du Proche Orient

de Washington (2005) et est

actuellement président du Centre

de Beit Morasha pour la culture

et l'identité juives, président

de Shekel, organisation au service

des handicapés.

**L**a récente tentative pour relancer à Annapolis ce que l'on appelle le « processus de paix » va échouer. Je ne prétends pas être prophète mais c'est une appréciation que je formule sur la base de ma longue expérience personnelle du conflit israélo-palestinien et de la situation géopolitique du Moyen Orient.

Les Occidentaux débattent de ce sujet lançant : « Quelle est la solution au conflit israélo-palestinien ? » mais je ne suis pas sûr que la plupart d'entre eux comprennent bien de quoi il est question. À mon avis, le discours politique occidental est stérile car il est dominé par plusieurs idées fausses, qui ont abouti à un paradigme inadéquat et à une stratégie incapable de répondre aux défis actuels.

### Le conflit israélo-palestinien

Le discours politique occidental a pour dénominateur commun la caractérisation de ce conflit comme la source ultime de l'instabilité dans la région. Je

peux citer des déclarations en ce sens du précédent secrétaire général de l'ONU comme de celui qui exerce cette fonction aujourd'hui. Je peux citer les explications qui aboutissent au même point de vue, de l'ancien premier ministre Tony Blair, de la chancelière Angéla Merkel et de beaucoup d'autres responsables politiques occidentaux, sans parler du rapport Baker-Hamilton. Personnellement, je souhaite résoudre ce conflit pour le bien de nombreux peuples de la région, en particulier des Israéliens et des Palestiniens, mais ce conflit n'est pas le fondement de l'instabilité dans la région. C'est l'un des nombreux conflits qui la déchirent mais il n'est pas le principal. Les conflits dominants de la région sont aujourd'hui celui du jihadisme contre l'Occident, celui des Chiites contre les Sunnites, le conflit arabo-persan, le conflit interne entre nationalistes et jihadistes, et enfin, plus généralement, le conflit entre les Orientaux ordinaires qui croient que le bonheur est réalisable en ce monde et ceux qui prêchent pour le bonheur dans « l'autre monde », celui qui advient grâce au martyr (Istish'had) et au massacre des Infidèles (les non-Musulmans). Il y a aussi dans la région un petit nombre de conflits latents, masqués par le conflit israélo-palestinien.

Oui, il y a des gens qui utilisent cet antagonisme pour jouer leur jeu, mais nul doute, le conflit israélo-palestinien n'est pas au cœur de l'instabilité du Moyen Orient.

Il y a un mythe sur la question des racines du conflit israélo-palestinien : l'idée que ce conflit porte sur « l'occupation » de territoires est dominante dans le monde occidental. Le terme « d'occupation » y désigne habituellement les territoires conquis par Israël au cours de la guerre des six jours de 1967. Mais beaucoup de Palestiniens appartenant à toutes les organisations (Fatah, Hamas, Jihad islamique, Front populaire de Libération de la Palestine, Front démocratique populaire de Libération de la Palestine, etc...) – et même certains Arabes israéliens – renvoient en parlant « d'occupation » à la totalité du territoire d'Israël (« de la Méditerranée au Jourdain »). Ils considèrent que Tel Aviv, Haïfa, Ashdod, Sderot, Beersheba, tous les villages, kibboutz et villes israéliens, comme des implantations en territoire occupé et tous les Israéliens comme des colonisateurs. L'OLP a été fondée avant 1967 et a commencé ses attaques terroristes contre les Israéliens avant cette date. Les Chartes du Fatah et du Hamas nient le droit d'Israël d'exister comme état juif indépendant. Ce refus est avéré dans la rhétorique des dirigeants palestiniens (y compris Mahmoud Abbas), dans les programmes scolaires palestiniens, dans leurs médias, et naturellement, dans leurs stratégies et leurs politiques. Ils en ont récemment fait la preuve en indiquant leur position au cours des préparatifs de la conférence d'Annapolis. Ils n'ont pas accepté d'inclure dans la déclaration la formule « deux états pour deux

peuples », dans un autre sens que « deux états » tout court, refusant ainsi de reconnaître au peuple juif le droit à un état indépendant, droit confirmé à de nombreuses reprises par la communauté internationale.

### **La clef du problème n'est pas le problème territorial**

Je prétends que si la solution se limitait à un compromis territorial sur la terre d'Israël (à l'Ouest du Jourdain), on serait parvenu à un règlement final il y a bien longtemps. Mais, de l'aube du sionisme à ce jour, les dirigeants palestiniens ont rejeté toutes les propositions de partage et ont répondu par la violence à toutes les initiatives politiques appelant à ce genre de règlement. (en 1937, 1947, 2000).

Ainsi, le noyau du conflit n'est pas « l'occupation » mais le refus du leadership palestinien de reconnaître le droit d'Israël d'exister comme Etat juif indépendant.

Le professeur Bernard Lewis l'a clairement mis en évidence son article publié du Wall Street Journal du 26 novembre (la veille de la conférence d'Annapolis) : « Sur quoi porte le conflit ? Au fond des choses, il y a deux possibilités : soit il porte sur la taille d'Israël, soit il porte sur son existence... si... la question est celle de l'existence d'Israël, alors il est clair qu'on ne peut pas le résoudre par la voie des négociations. Il n'y a de compromis possible entre exister et ne pas exister, et il n'est pas imaginable qu'un gouvernement israélien, quel qu'il soit, négocie sur ce sujet, pour décider si ce pays doit ou ne doit pas exister. »

Cela nous ramène à une autre idée fautive selon laquelle les Palestiniens désirent créer un Etat vivant en paix aux côtés d'Israël et sont à même de le faire. Ceux qui l'affirment doivent expliquer pourquoi leur leadership n'est pas parvenu à en construire un depuis la mise en œuvre des « accords d'Oslo » de mai 1994 jusqu'à nos jours, en dépit d'un consensus international favorable. Le mouvement national palestinien bénéficie du plus important soutien politique et économique de la communauté internationale de l'histoire récente, mais il n'a pas établi une entité obéissant à une « logique d'état ». J'affirme que Yasser Arafat a créé intentionnellement une entité obéissant à une « logique de gang » pour faire aboutir ses projets. Avec ses acolytes, il violé tous les accords au premier jour de leur mise en œuvre. Il choisi de s'exonérer de toute prise responsabilité, mettant le concept « une seule autorité, une seule loi, une seule force armée » aux oubliettes. Il a permis le maintien du Hamas, du Jihad islamique et d'autres organisations terroristes pour les actionner par procuration alors qu'il avait les moyens de les défier et de les désarmer et la légitimité pour le faire. Pire encore, il a établi sa propre organisation-écran pour l'action terroriste, le Tanzim du Fatah, rebaptisé « Brigade des Martyres d'Al-Aqsa » depuis septembre 2000.

Arafat a été remplacé par Mahmoud Abbas mais la direction palestinienne refuse d'assumer ses responsabilités. Actuellement pour cause de « faiblesse ». La faiblesse est devenue un atout précieux, aussi bien dans les cercles palestiniens que chez les responsables politiques occidentaux, auxquels il faut joindre quelques Israéliens. Ils estiment que Mahmoud Abbas est la seule alternative face à l'extrémisme du Hamas et qu'il faut le renforcer en lui donnant des moyens financiers et en l'équipant avec toujours plus d'armes et de munitions. Il ne va pas faire ce que l'on attend de lui, car le problème réside non pas dans l'insuffisance de ses moyens matériels mais dans son absence de volonté et de détermination pour créer et diriger un Etat responsable. Il avait davantage de moyens, de pouvoir et une légitimité suffisante au moment où il a été élu le 9 janvier 2005. Il s'est bien gardé d'utiliser son pouvoir pour mettre en place et gouverner une entité dans une « logique d'Etat ». Il a choisi la « faiblesse » comme l'option la plus efficace pour conserver une Autorité palestinienne multicéphale dont les résultats parlent d'eux-mêmes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

### **La clef du problème n'est pas économique**

Beaucoup d'Occidentaux croient que la clef des problèmes réside dans l'économie. Ils pensent, comme les artisans « d'Oslo » que la prospérité économique peut neutraliser le nationalisme extrême et le fanatisme religieux, dégageant ainsi une voie en direction la paix, et d'une meilleure situation de sécurité. Je conviens que l'économie doit être un axe important de toute stratégie, mais on ne peut pas forcer les Palestiniens à se satisfaire de davantage de prospérité et de bien-être alors que leurs priorités sont très différentes. Bien que l'Autorité palestinienne ait obtenu environ 7 milliards de dollars dans les dernières années, ni Arafat ni Abbas n'ont jamais amélioré fondamentalement les conditions de vie de leur peuple. La situation économique palestinienne s'est détériorée depuis qu'Arafat et les siens ont eu la charge du pouvoir en 1994.

Les groupes terroristes palestiniens ont ruiné et dévasté des ressources économiques, comme la zone industrielle d'Erez qui employait 4 500 Palestiniens pour le bien-être de 4 500 familles et plus. Les Palestiniens ne sont pas parvenus à organiser l'exploitation des serres qui avaient été acquises à leur intention par l'ancien président de la Banque mondiale, James Wolfenson. Oui, la pagaille règne dans l'économie palestinienne. Le premier ministre Tony Blair et des gens de bonne volonté s'emploient à fournir une aide aux Palestiniens pour la redresser. Ils vont échouer, car il n'est pas possible de convaincre les Palestiniens de coopérer et de renoncer à leurs aspirations nationales et religieuses sans changer leur mentalité par l'éducation. Ils vont échouer s'ils ne renforcent pas

la loi, l'ordre et la sécurité dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne. Ils ne réussiront pas tant que les dirigeants palestiniens pourront esquiver leurs responsabilités. Ils ne réussiront pas aussi longtemps que les Palestiniens croiront en leur rêve de disparition d'Israël comme patrie des Juifs.

### Les vraies questions

Tournons-nous vers l'avenir à la lumière des enseignements du passé récent. Pouvons-nous croire qu'une entité palestinienne instaurée en Cisjordanie ne deviendra pas un Hamastan comme dans la Bande de Gaza ? Pouvons-nous croire qu'une entité palestinienne sera économiquement viable, même dans les limites de 1967 ?

Pouvons-nous croire qu'une entité palestinienne dans les frontières de 1967 sera aux Palestiniens en tant que règlement final du conflit ?

Pouvons-nous imaginer que les limites de 1967 seront une frontière défendable pour l'état d'Israël ?

Pouvons-nous croire qu'une entité palestinienne créée dans les limites de 1967 sera le gage de la stabilité, de la paix et de la tranquillité dans la région ?

Je pense qu'une entité palestinienne établie dans les limites de 1967, utilisant les enseignements tirés des stratégies du leadership palestinien depuis l'aube du sionisme, et particulièrement depuis ces 14 dernières années, serait une menace pour toutes les entreprises de stabilisation de la région, une menace pour les intérêts occidentaux, et tout particulièrement une menace pour Israël et la Jordanie.

Mais nous sommes paralysés par le paradigme inapproprié et dangereux de la « solution à deux d'Etats » dans les frontières géographiques de la terre d'Israël (à l'ouest du Jourdain).

Inapproprié, parce qu'il n'y a pas de partenaire palestinien prêt à l'accepter comme base du règlement final du conflit.

Dangereux, parce il va constituer une menace pour la sécurité et la stabilité dans la région.

La « solution à deux Etats » à l'ouest du Jourdain est basée sur des concessions territoriales israéliennes. C'était la base du principe de l'échange de « la terre contre la paix », concept directeur de la politique israélienne depuis 1967 qui avait été mis en œuvre avec succès dans le cas de l'Égypte. Ce concept a été soutenu par une grande majorité d'Israéliens. La plupart des Israéliens ont approuvé les retraits unilatéraux du Liban et de Gaza en 2000 et 2005 respectivement. Ces Israéliens, comme beaucoup d'occidentaux bien disposés, ont pu croire qu'en faisant droit aux revendications territoriales du Hezbollah et du Hamas sur « l'occupation », nous obtiendrions la paix et la tranquillité. Nous connaissons

désormais les résultats de cette politique : Le Hezbollah et les Palestiniens ont répondu par des guerres terroristes concertées, des soldats israéliens ont été enlevés, des fusées lancées sur des villes israéliennes. Tout cela a rendu bien clair que le conflit central du Moyen-Orient n'est pas territorial mais idéologique (le jihadisme contre la culture occidentale). Et l'idéologie ne peut pas être vaincue par des concessions. Bien au contraire, les concessions encouragent, stimulent jihadistes, et leur donnent de l'espoir. Les concessions territoriales se sont avérées contreproductives pour ceux qui souhaitent la paix. Ce qui confirme que le conflit ne porte pas sur la taille d'Israël mais sur son existence même comme le professeur Lewis l'a évoqué.

### **Vers une nouvelle stratégie**

Des idées fausses et un modèle inadéquat [la solution des deux états Ndlr] interdisent l'élaboration d'une nouvelle stratégie. Nous sommes tellement occupés à échanger des arguments sur « la solution » que nous perdons de vue le problème. Nous ne devrions pas parler de « solution », mais d'une stratégie de long terme, basée sur des intérêts et des hypothèses réalistes tirés de l'expérience, et non de fantasmes ou de conceptions qui se sont avérées fausses.

Je propose une nouvelle stratégie pour traiter le conflit israélo-palestinien. Elle est fondée sur un processus agissant de bas en haut et non de haut en bas. Comme nous avons expérimenté d'Oslo à Annapolis un processus de haut en bas intégrant un horizon politique ou un accord final basé sur un paradigme erroné qui a mené à l'échec, tentons à présent un processus de bas en haut dans lequel l'Autorité palestinienne sera en mesure de prouver son aptitude à gouverner. Si cette preuve n'est pas apportée, tout accord politique, quel qu'il soit, sera vain.

Ce processus doit recevoir l'appui d'Israël et de la communauté occidentale, mais la majeure partie du fardeau pèserait sur le leadership palestinien, requis d'assumer ses responsabilités et de faire la preuve de sa crédibilité. Il faudrait d'abord le mettre en application dans les secteurs de sa responsabilité en Cisjordanie (secteurs A et B).

Ce processus doit comporter des réformes dans l'éducation, la sécurité, l'économie et la politique. Il faudra les mettre en œuvre simultanément et les assortir de critères d'évaluation dans chaque domaine.

Ce processus est indépendant de la question du règlement final. L'application de la loi et le maintien de l'ordre dans les villes et les villages palestiniens sont des impératifs à promouvoir indépendamment des solutions à apporter aux questions pendantes. C'est le cas de toutes les réformes indispensables. En attendant l'armée israélienne pourra agir dans les territoires de l'Autorité pales-

tiniennes pour mettre en échec les opérations terroristes contre les Israéliens, et pour empêcher le Hamas de progresser en Cisjordanie.

Gaza sera considérée comme une entité hostile aussi longtemps que les Israéliens seront attaqués à partir de ce territoire, et que le Hamas avec son idéologie en conservera le contrôle.

La réforme de l'enseignement joue le rôle le plus important. A la suite de l'expérience qu'il en a fait au moment de la mise en œuvre des « accords d'Oslo », Israël ne peut pas tolérer les programmes d'éducation palestiniens et l'incitation à la haine et à la violence par tous moyens qu'ils véhiculent. Ils contestent son droit à un état juif indépendant, appellent à son anéantissement et militent pour le jihadisme et le terrorisme. Il n'est pas question de parvenir à un accord définitif avec Israël, quel qu'il soit, sans changer cet état d'esprit.

Ce processus sera long, mais il n'y a pas d'autre manière de traiter ce conflit si l'on ne veut pas abandonner l'idée d'une patrie juive, et alimenter le jihadisme islamique.

La question des réfugiés ne devrait pas attendre la fin du processus. Nous devrions la traiter dès que possible dans une optique humanitaire pour désamorcer cette arme contre Israël.

Ce long processus est la condition d'une approche nouvelle du conflit et d'un nouveau paradigme ; il favorisera leur émergence. La nouvelle approche pourrait ouvrir la voie à un règlement de dimension régionale et ne pas se limiter à la seule situation israélienne.

Puisque j'ai mentionné les autres conflits en cours qui sont des facteurs d'instabilité dans la région, il doit être bien clair que le régime iranien est le principal facteur d'embrasement au Moyen Orient et au-delà. Le succès de la révolution iranienne s'est traduit par la création d'une république islamique et l'exportation d'une idéologie qui est le point d'origine et le centre de gravité de la montée du jihadisme. Nous ne pouvons pas en finir avec lui sans une confrontation avec le régime iranien. Il n'y aura pas de stabilité en Irak, au Liban, dans le territoire de l'Autorité palestinienne ni dans les autres pays de la région, aussi longtemps que le régime iranien et son idéologie ne seront pas mis hors d'état de nuire. Les dirigeants iraniens se sentent en sécurité parce qu'on ne leur demande pas des comptes sur leurs activités patentées de pyromanes. Un gouvernement d'ayatollahs n'est pas dans l'ordre des choses en Iran, et il ne bénéficie pas d'un vaste soutien populaire. Il ne durera pas indéfiniment. Mais sans pression extérieure rien ne changera. Les forces qui refusent d'isoler ce régime et de lui imposer des sanctions économiques encouragent une confrontation militaire. Les Iraniens et les Syriens qui financent le terrorisme et mettent en cause l'ordre international doivent être sanctionnés par la communauté internationale.

Le fait qu'ils n'aient pas eu à rendre des comptes sur leurs activités terroristes, sur leurs armes de destruction de masse, sans oublier leur implication dans la dernière guerre du Liban, est le signe d'un manque de lucidité et de détermination de la communauté internationale.

À la lumière du conflit en cours entre les Sunnites et les Chiites dans notre région, Israël et l'Occident peuvent trouver un terrain d'entente avec les Musulmans modérés contre les radicaux. Cela pourrait déboucher sur de nouvelles opportunités politiques à condition de coordonner l'action internationale avec les pays qui sont également conscients de la menace iranienne.

Il y aussi un conflit au sein même des sociétés musulmanes et arabes de notre région. Tout le monde n'est pas jihadiste ; il y a des gens qui préfèrent la démocratie et les droits de l'homme à la tyrannie, la liberté à l'oppression, la vie à la mort. Dans la région, nombreux sont ceux qui comprennent que la culture de la mort se transforme en destruction des individus. L'Occident doit se rapprocher de ces musulmans modérés et les soutenir afin qu'il prennent de la consistance dans la sphère politique et qu'ils entreprennent les réformes indispensables dans l'éducation, la politique et l'économie.

Oui, ce processus pourrait bien être long. C'est un défi pour les dirigeants occidentaux de faire comprendre à leurs opinions publiques qu'il n'y a pas solution miracle et qu'il faut être patients. Les dirigeants ne peuvent pas promettre, ne devraient pas être tentés de promettre, des solutions liées à la date l'expiration de leur mandat, mais à une stratégie.

La route à la stabilité au Moyen Orient passe par une vision lucide de la situation, une morale irréprochable et une stratégie de long terme fondée sur des conceptions réalistes. Ce long chemin est en même temps le plus court, et je crois que c'est la bonne direction vers un avenir meilleur pour le Moyen Orient, et les peuples du Monde libre.